COMMUNE DE SAINT-CHRISTOPHE-EN-OISANS

SEANCE ORDINAIRE DU VENDREDI 9 JUIN 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vendredi 9 juin 2023 à 18 h 00,

Le Conseil Municipal de Saint Christophe en Oisans, dûment convoqué le 05 juin 2023, s'est réuni en mairie, sous la présidence de M. Jean-Louis ARTHAUD, Maire de Saint Christophe en Oisans

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : 11

Présent(s) : Monsieur ARTHAUD, Monsieur RODERON, Madame TAIRRAZ, Monsieur DUCRET, Madame NEYRAUD, Monsieur TURC, Monsieur TURC-GAVET, Madame ARTHAUD, Madame TURC.

Excusé(s) : Monsieur KAYSER, Monsieur HOFMANN.

Pouvoir(s) : Emil HOFMANN À André RODERON

Absent(s) :

Secrétaire de séance : Madame Nathalie TAIRRAZ

N° 2023-037

Objet : Élection du délégué et suppléants du conseil municipal à l'élection des sénateurs

Les membres du Conseil Municipal se sont réunis en mairie, dûment convoqués par le Décret n° 2023-257 du 6 avril 2023 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs.

-Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-15, L2121-16, L2121-17, L2121-18, L2121-26 et L2122-17 ;

-Vu l'arrêté préfectoral n°38-2023-05-25-00008 du 25 mai 2023 fixant le nombre de délégués et suppléants sénatoriaux par commune et indiquant le mode de scrutin pour leur désignation ;

La séance a été ouverte sous la présidence de **M. Jean-Louis ARTHAUD**, Maire qui informe que, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, il convient de procéder à la nomination du secrétaire de séance. Nathalie TAIZZAZ est proposée pour assurer ces fonctions.

M. le Maire indique que le bureau électoral est composé par les deux membres du conseil municipal les plus âgés à l'ouverture du scrutin et des deux membres présents les plus jeunes, il s'agit de M Yves TURC-GAVET, M André RODERON, M Yannick DUCRET, Mme Lucie NEYRAUD.

Le Président a invité le Conseil à procéder à l'élection du Délégué du Conseil municipal, au scrutin secret et à la majorité absolue égale à l'entier supérieur à la moitié du nombre des suffrages exprimés. Après un appel de candidatures, il est procédé au vote.

Les candidatures enregistrées : Gérard TURC

Suite au dépouillement, les résultats sont les suivants :

Effectif légal du Conseil municipal : 11	Conseillers présents à l'ouverture du scrutin : 9
Conseillers municipaux en exercice : 11	Nombre de bulletins : 10
Majorité absolue : 6	Suffrages exprimés : 10
Nombre de votants : 10	Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages recueillis : Gérard TURC : 8 voix / Jean-Louis ARTHAUD : 2 voix

M. Gérard TURC ayant obtenu la majorité absolue est proclamé Délégué du Conseil Municipal pour l'élection des Sénateurs.

Le Président a ensuite invité le Conseil à procéder à l'élection de **trois suppléants** au scrutin secret et à la majorité absolue égale à l'entier supérieur à la moitié du nombre des suffrages exprimés. Après un appel de candidatures, il est procédé au vote.

Les candidatures enregistrées : André RODERON, Marie-Christine ARTHAUD, Yannick DUCRET.

Suite au dépouillement, les résultats sont les suivants :

Effectif légal du Conseil municipal : 11	Conseillers présents à l'ouverture du scrutin : 7
Conseillers municipaux en exercice : 11	Nombre de bulletins : 10
Majorité absolue : 6	Suffrages exprimés : 10
Nombre de votants : 10	Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages recueillis : André RODERON (10 voix), Marie-Christine ARTHAUD (10 voix), Yannick DUCRET (10 voix).

André RODERON, Marie-Christine ARTHAUD, Yannick DUCRET ayant obtenu la majorité absolue sont proclamés Suppléants du Délégué du Conseil Municipal pour l'élection des Sénateurs.

N° 2023-038

Objet : Désignation du référent déontologue élu et adhésion à la mission d'assistance et de conseil proposée par le CDG38 aux employeurs affiliés

-Vu le code général de la fonction publique, notamment ses article L. 452-30 et L. 452-40 relatifs aux compétences des Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale,

-Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 1111-1-1,

-Vu le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

-Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret susvisé,

-Considérant que la loi 3DS du 21 février 2022 a complété l'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales, qui consacre les principes déontologiques applicables aux élus au sein d'une charte de l'élu local, afin de prévoir que « tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect » de ces principes,

-Considérant que ce référent doit être désigné par l'organe délibérant de chaque collectivité et établissement public local,

-Considérant que le CDG38, dans le cadre du démarrage de la mission, propose aux collectivités et établissements publics locaux qui y sont affiliés un dispositif mutualisé et financé par leur cotisation additionnelle, facilitant ainsi l'ensemble des démarches en vue de la mise en œuvre des obligations législatives et réglementaires qui pèsent sur chaque assemblée délibérante à compter du 1^{er} Juin 2023,

-Vu le projet de convention d'adhésion à la mission d'assistance et de conseil proposée par le CDG38,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour dont 1 pouvoir

- **DECIDE** d'approuver et d'autoriser le Maire à signer le projet de convention proposé par le CDG38, aux fins de désignation d'un « référent déontologue élu », dans le cadre législatif et réglementaire ci-dessus rappelé.

Le financement de cette mission sera assuré par la cotisation additionnelle au CDG38, lequel rémunérera le référent déontologue à hauteur du montant de quatre-vingts euros par consultation (plafond fixé par l'arrêté susvisé, et qui évoluera avec celui-ci).

-PRECISE que la saisine du « référent déontologue élu » sera ouverte à chaque membre de l'assemblée, pour une question le concernant. Étant rappelé que le nombre de membres de l'assemblée délibérante est de onze.

-PRECISE que cette saisine pourra intervenir selon l'une des modalités suivantes :

- Par courrier postal adressé au Référent déontologue élu, 9 Allée Alban Vistel, 69110 SAINTE FOY LES LYON, avec la mention « CONFIDENTIEL »,

- Par un formulaire de saisine en ligne (auquel seul le « référent déontologue élu » a accès) dont le lien d'accès internet sera prochainement activé et communiqué.

-PRECISE que les réponses seront formulées par écrit à l'élu ayant formulé la demande, et que le « référent déontologue élu » pourra être amené à le contacter pour solliciter des précisions utiles à l'instruction de sa demande.

-PRECISE que cette désignation pourra être complétée dans les prochains mois, sur proposition du CDG38, si les besoins qui apparaissent avec la montée en puissance du dispositif le justifient.

-PRECISE que ce conventionnement et cette désignation prennent effet le 1^{er} juin 2023, et qu'ils pourront être remis en cause à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au CDG38 avec un préavis de trois mois.

N° 2023-039

Objet : Abrogation de la délibération tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de l'élaboration du PLU

- VU** le Code Général des collectivités territoriales ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L123-1 ;
- VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-11 à L153-26 ;
- VU** la délibération n°2008/69 en date du 7 novembre 2008 prescrivant la révision du POS valant élaboration du PLU ;
- VU** le débat qui a eu lieu au sein du Conseil Municipal, le 7 juin 2013 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD);
- VU** la phase de concertation menée en mairie du 8 novembre 2008 au 14 novembre 2016 ;
- VU** la délibération n°2016-071 du 14 novembre 2016 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet d'élaboration du PLU ;
- VU** les avis des Personnes Publiques Associées (PPA) reçus en mairie suite à l'arrêt du projet de PLU ;

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal que suite à la réception des différents avis reçus dans le cadre de la concertation aux PPA, il convient de modifier certains objectifs inscrits dans le projet de PLU de la commune et d'intégrer également les dernières études sur la connaissance des risques naturels.

Ainsi, le Maire propose aux membres du conseil de réexaminer le projet du PLU au niveau du PADD, et ainsi de reprendre à la procédure à ce stade.

-CONDISERANT qu'il est nécessaire de procéder à l'abrogation de la délibération arrêtant le projet d'élaboration du PLU afin de pouvoir retravailler le projet au niveau du PADD.

Après délibération, le conseil municipal par 10 voix pour dont 1 pouvoir

-DECIDE d'abroger la délibération n°2016-071 du 14 novembre 2016 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet d'élaboration du PLU ;

-PRECISE que la concertation menée du 8 novembre 2008 au 14 novembre 2016 dans les modalités définies dans la délibération n°2008/69 en date du 7 novembre 2008 prescrivant l'élaboration du PLU est conservée ;

-DECIDE de conserver et poursuivre les modalités de concertations suivantes jusqu'à l'arrêt du projet d'élaboration du PLU :

- Au moins deux réunions publiques présidées par le maire ou son représentant seront organisées sur le territoire communal ;

- Une information sur le stade d'avancement des études et le contenu du projet sera réalisée en mairie ou dans une autre salle communale.

-DECIDE qu'il sera procédé à l'ajout des modalités de concertation suivantes :

- Organisation d'une réunion publique supplémentaire avant le nouvel arrêt du projet, afin de présenter les modifications apportées à la population ;
- Mise en place d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants, durant toute la durée de la procédure de concertation, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat. Il consignera toutes les demandes écrites dans le registre, courriers adressés en mairie et courriels émis à l'adresse suivante mairie@saint-christophe-en-oisans.fr portant sur l'élaboration du PLU ;
- Information du public que la concertation du projet d'élaboration du PLU est relancée et qu'un nouveau projet sera arrêté ;

N° 2023-040

Objet : Tarifs des locations - Meublés communaux

Le Maire explique que certains tarifs de locations nécessitent d'être modifiés ou actualisés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **par 10 voix pour dont 1 pouvoir**

- **FIXE** les tarifs des meublés communaux tels que sur les tableaux annexés à la présente délibération ;

- **DIT** que les tarifs seront applicables au 1^{er} octobre 2023.

Tarifs meublés communaux applicables au 1^{er} octobre 2023

ANCIENNE CURE - La Ville

Haute saison

Appartement	Capacité	Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	Semaine 4	2 nuits	3 nuits	Nuit supplémentaire
Cure N°1	2/4	455 €	800 €	1200 €	1600 €	170 €	240 €	65 €
Cure N°2	2	310 €	570 €	830 €	1090 €	120 €	180 €	45 €
Cure N°3	4/6	530 €	960 €	1440 €	1920 €	220 €	270 €	75 €

Basse saison

Appartement	Capacité	Semaine 1	Semaine 2	2 nuits	3 nuits	Nuit supplémentaire	Mois Action sociale
Cure N°1	2/4	350 €	600 €	170 €	240 €	50 €	-
Cure N°2	2	220 €	340 €	120 €	180 €	30 €	30 €
Cure N°3	4/6	440 €	750 €	220 €	270 €	65 €	-

ANCIENNE ECOLE - La Ville

Haute saison

Appartement	Capacité	Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	Semaine 4	2 nuits	3 nuits	Nuit supplémentaire
Ecole N°1	2	310 €	570 €	830 €	1090 €	120 €	180 €	45 €
Ecole N°2	4/6	530 €	960 €	1440 €	1920 €	220 €	270 €	75 €
Ecole N°3	3/5	455 €	800 €	1200 €	1600 €	170 €	240 €	65 €
Ecole N°4	4/6	530 €	960 €	1440 €	1920 €	220 €	270 €	75 €
La grande école	19	1825 €	3290 €	4910 €	6530 €	730 €	960 €	220 €

Basse saison

Appartement	Capacité	Semaine 1	Semaine 2	2 nuits	3 nuits	Nuit supplémentaire
Ecole N°1	2	220 €	340 €	120 €	180 €	30 €
Ecole N°2	4/6	440 €	750 €	220 €	270 €	65 €
Ecole N°3	3/5	350 €	600 €	170 €	240 €	50 €
Ecole N°4	4/6	440 €	750 €	220 €	270 €	65 €
La grande école	19	1450 €	2 440 €	730 €	960 €	200 €

Salle commune Ancienne Ecole STC	HS et BS
Locataires d'au moins deux appartements	Gratuit
Locataires d'un appartement	30 €/jour

RESIDENCE LES ECRINS - La Ville

Appartement	Capacité	Mois Été	Mois Hiver	Mois Année	Mois Action sociale
Ecrins N°1	2/4	360 €	400 €	380 €	130 €
Ecrins N°2	1/2	260 €	300 €	280 €	-
Ecrins N°3	2/4	360 €	400 €	380 €	-
Ecrins N°4	1/2	260 €	300 €	280 €	-
Ecrins N°5	2/4	360 €	400 €	380 €	-
Caution	1 ^{er} mois	500 €			

ANCIENNE ECOLE - Les Etages

Appartement	Capacité	Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	Nuit supplémentaire	Mois Au minimum 3 mois consécutifs
Studio	1/2	-	-	-	-	150 €
Appartement	4/6	455 €	850 €	1300 €	65 €	420 €

APPARTEMENTS SUR GARAGE - La Ville / 75, route de Bernardière

Appartement	Capacité	Mois
N°1	2/4 pers	240 €
N°2	2/4 pers	204 €

APPARTEMENT SUR GARAGE - La Ville / 52, route de Bernardière

Appartement	Capacité	Mois
N°1	4 pers	150 €

STUDIO AU CAMPING - La Bérarde

Appartement	Capacité	Mois
Studio	2 pers	150 €

- Electricité en supplément pour les locations au mois :
 - 0.09 €/kw pour les locations à l'année ;
 - 0.16 €/kW pour les locations saisonnières.
- L'utilisation de la machine à laver est comprise dans le montant de la location à :
 - Ancienne Ecole de St Christophe ;
 - Ancienne Cure ;
 - Résidence Les Ecrins ;
 - Ancienne Ecole des Etages.
- Haute saison : du 15 juin au 15 septembre et du 2 décembre au 30 avril
- Basse saison : du 16 septembre au 1er décembre et du 1er mai au 14 juin

N° 2023-041

Objet : Régie du musée : modification des tarifs

- **Vu** la délibération 2000-39 du 14 juin 2000 instituant la régie de recettes ;
- **Vu** l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 9 juin 2023 ;

Monsieur le Maire propose de modifier la délibération afin qu'elle prenne en compte la modification des tarifs des billets de bus.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **par 10 voix pour dont 1 pouvoir**

-DECIDE :

Article 1 - La régie de recettes du Musée est modifiée en ce qui concerne les tarifs des billets de bus.

Article 2 - Cette régie est installée à :

- Musée - La Ville - 38520 SAINT CHRISTOPHE EN OISANS
- Maison de la Montagne – La Bérarde – 38520 SAINT CHRISTOPHE EN OISANS

Article 3 - La régie encaisse les produits suivants :

- **Les droits d'entrée**
 - Adulte (individuel) : 3.50 €
 - Jeune (13 à 18 ans) : 1.00 €
 - Groupe (à partir de 10 pers) : 3.00 €
 - Scolaires (pour le groupe) : 15.00 €
 - Tarif préférentiel (sous convention) : 2.50 €
 - Etudiant (sur présentation d'un justificatif) : 1.00 €

Gratuité :

- Enfant (moins de 13 ans) ;
- Chômeurs ;
- Guide-accompagnateur et chauffeur ;
- Personnes handicapées ;
- Electeurs de la Commune de St Christophe en Oisans ;
- Organismes de promotion (journalistes, ...).

- **Les ventes de cartes postales, de posters, jeux, affiches et de livres**
 - Affiche : 2.00 €
 - Carte postale 13x18 : 2.00 €
 - Carte postale « Chevaillot » : 1.00 €
 - Jeux 7 familles Oisans : 6,50 €
 - Jeux 7 familles eau : 6,00 €
 - Livret Chambon : 3,00 €
 - Livret Vernes : 4,00 €

- Livret Keller : 5,00 €
- Livre « Une passion pour l'Oisans » : 38,00 €
- Revue « Echappée en Oisans » : 6,90 €
- Livre « L'Oisans » Collection regards : 15,00 €
- Posters : 5.00 €
- **Les ventes de cartes de randonnée**
 - Oisans au bout des pieds (OBP) : 6.00 €
 - Entre Romanche et Vénéon (public) : 2.00 €
 - Entre Romanche et Vénéon (professionnels) : 1.50 €
- **Les billets de bus**

Tarifs définis par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.
- **Les dons**
- **Les ventes de livret sur les expositions en général**

Article 4 - Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces ;
- par chèques bancaires ;
- par chèque-vacances uniquement pour les droits d'entrée ;
- par virement sur compte de dépôt ;
- par carte bancaire.

Article 5 - Un compte de dépôts de fonds est ouvert au nom du régisseur auprès de la DDFIP.

Article 6 - Deux fonds de caisse d'un montant de 150 euros chacun sont mis à disposition du régisseur soit un montant total de 300 euros.

Article 7 - Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1200 euros.

Article 8 - Le régisseur est tenu de verser au Comptable du Trésor de l'agence de La Mure, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum trois fois par an.

Article 9 - Le régisseur est dispensé de cautionnement.

Article 10 - Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 - Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

- **AUTORISE** le Maire à signer tous les documents nécessaires.

N° 2023-042

Objet : Rénovation muséographique du musée - Lancement consultation et demandes de subventions

Madame Lucie NEYRAUD, conseillère déléguée au tourisme et Présidente de la commission tourisme, animation et culture, explique que le musée communal a été inauguré en 2000. Elle propose de préparer ses 25 ans en lançant la rénovation de la muséographie. Elle présente aux membres un cahier des charges du projet d'une nouvelle muséographie et propose de lancer un marché de maîtrise d'œuvre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **par 11 voix pour dont 1 pouvoir**

- **DECIDE** d'engager la refonte muséographique du Musée ;
- **CHARGE** le Maire de lancer un marché public à procédure adaptée (MAPA) pour la rénovation muséographique.
- **CHARGE** le Maire de solliciter des aides financières auprès du Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes, du Conseil Départemental de l'Isère et de la Communauté de Communes de l'Oisans pour le montant des dépenses estimées.

N° 2023-043

Objet : Remise gracieuse à un agent

- Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Vu** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Considérant** la demande de remise gracieuse formulée par l'agent en date du 6 juin 2023 ;
- Considérant** la régularisation d'un congé maladie ordinaire en congé de longue maladie ;
- Considérant** que cette situation reste très exceptionnelle pour la collectivité.

Sur rapport de Marie Christine ARTHAUD, élue déléguée aux Finances et au Personnel.

L'attention de l'assemblée est appelée sur la demande de remboursement de sommes indûment perçues suite à une situation individuelle très particulière.

Marie Christine ARTHAUD rappelle la situation très délicate d'un agent communal titulaire en congé de maladie ordinaire pendant un an transformé en congé de longue maladie du 28 février 2022 au 28 août 2023.

Il est précisé qu'en maladie ordinaire, l'agent est rémunéré à temps complet pendant 3 mois et après à demi-traitement pendant 9 mois avec le régime indemnitaire qui suit la quotité de traitement. Lors de la transformation du congé maladie ordinaire en congé de longue maladie, l'agent perçoit un rappel de traitement à plein temps pendant un an et après un demi-traitement pendant deux ans et le régime indemnitaire est suspendu. L'Agent doit donc rembourser le montant correspondant au régime indemnitaire.

Cet agent fragilisé par la maladie et les traitements médicaux doit faire face à des difficultés financières et en particulier à la suppression de son régime indemnitaire qui représente une somme importante de son salaire.

Il est proposé au Conseil d'accorder à Monsieur DUMONTIER David, une remise gracieuse à concurrence du solde restant soit *quatre mille cent quatre-vingt euros (4 180 €)*, avec restant à la charge de l'agent la somme de *deux mille quatre cent soixante-quinze euros (2 475 €)*.

Le Conseil Municipal, par délibération, est seul compétent pour admettre ou rejeter partiellement ou en totalité ces demandes.

Ceci étant exposé, Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur les termes de la délibération suivante.

Le conseil municipal après en avoir délibéré par 10 voix pour dont 1 pouvoir

-**AUTORISE** Monsieur le Maire à donner un avis favorable à la demande de recours gracieux pour la remise partielle de l'indu concernant cet agent.

-**AUTORISE** cette remise gracieuse à l'agent à concurrence du solde restant soit quatre mille cent quatre-vingt euros (4 180 €).